

Le muguet sera revendicatif !

Ce n'est pas une « rumeur », le calendrier du chantier de la réforme des retraites va connaître une accélération avec une première série de réunions bilatérales sur « les objectifs » de la réforme et « la méthode de concertation ». Ce n'est pas colporter une « rumeur » que de dire que le débat va essentiellement se focaliser sur un recul de l'âge légal. En revanche, on pourrait quasiment parler de complot tant les thèses du Medef et de l'Élysée sont à l'unisson. D'après Laurence Parisot, garantir le financement des retraites imposerait de le fixer à « 63 ans et demi, à partir de 2012 » l'âge légal de la retraite, mais elle écarte toute idée d'augmenter les cotisations. Exception faite de la CGC, toutes les organisations syndicales sont hostiles à cette perspective qui est massivement écartée par les enquêtes d'opinion. Pour le gouvernement, la partie n'est pas jouée et le passage en force comporte des risques qu'il lui est difficile d'ignorer. Dans les entreprises, incontestablement la température grimpe et les Négociations Annuelles Obligatoires ne se résument pas partout à des monologues patronaux. La conflictualité semble prendre le Medef de court. Les organisations CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaire ont appelé à construire le 20 avril des initiatives dans les entreprises sous toutes les formes sur les revendications de salaires, d'emplois et de retraite. Elles entendent poursuivre et amplifier la mobilisation du 23 mars et aussi construire un grand 1er mai revendicatif. Et là, gageons-le, ce n'est pas une rumeur qui va monter, mais une vraie clameur. Nul doute que nos amis cheminots seront dans l'action pour défendre le service public et leur outil de travail. Depuis le début du conflit, la Fédération CGT des cheminots ne cesse de créer les conditions de la mobilisation sur tout le territoire et d'amplifier le niveau du rapport de forces afin d'imposer à la direction une véritable négociation nationale.

**Branche Poste****T'as pas 100 balles ?**

Fin 2009, La Banque Postale affiche 5 milliards d'euros de produit net bancaire (+ 4%) et a presque doublé son résultat net (588 millions d'euros).

Alors qu'elle est encore en phase d'accroissement d'activités en entrant sur des marchés jusque là interdits (assurance dommages, crédits consommation...) le gouvernement, via Nicolas Sarkozy, veut lui ouvrir la porte des prêts aux PME. Mais, sans doute rêveuse des capitaux qui vont être injectés dans sa mère La Poste, elle, dit ne pas être prête.

Entre autres arguments, le crédit comporte des risques ... pour les prêteurs !!!

Il serait donc souhaitable que la mère, au-delà de la part déjà prévue dans son augmentation de capital, injecte quelques millions d'euros à la fille. CQFD

Privatisation de La Poste

Après le changement de statut, la Cgt Fapt continue la lutte avec des axes revendicatifs forts :

- la modernisation de La Poste à partir des attentes des populations, des postiers et des élus,
- la réponse aux revendications des personnels (emplois, salaires, retraites, conditions de travail, droits collectifs, etc.),
- l'amélioration des droits d'intervention des personnels et des organisations syndicales dans l'entreprise,
- l'obtention d'un référendum.

Dans cet esprit, elle a participé à l'action de l'europeenne syndicale UNI contre l'application de la 3^{ème} directive postale européenne qui a réuni des postiers, des syndicalistes, des citoyens et des parlementaires réclamant l'arrêt de la libéralisation postale et un moratoire immédiat.

Branche Télécoms**Du mieux, mais peut mieux faire !**

Après cinq séances de négociations, l'accord salarial 2010 à FT ne ressemble pas aux précédentes années : augmentations garanties prévues pour tous les salariés, cadres et non cadres, fonctionnaires et de droit privé.

De plus ces augmentations garanties sont en euros, au niveau de 500 € pour tous. Mais pour les cadres, il y a toujours plus d'augmentation managériale (2%) que de garantie (1%).

Cependant, avec 3% d'augmentation au total, on est loin du rattrapage nécessaire des dernières années. Ce budget ne correspond qu'à 90 M d'€, alors que les actionnaires ont eu 4,7 Mds d'€, soit 50 fois plus !

Stéphane Richard disait que la masse salariale n'était pas un problème ? Eh bien on voit les résultats, cette augmentation 2010 ne correspond qu'à une augmentation de 1% de la masse salariale du groupe, il y a donc de la marge !!!

France Télécom au top du CAC 40 !

Selon « Le journal des finances », malgré le contexte général de crise économique et de crise sociale particulièrement aigues que connaît l'entreprise, France Télécom est l'entreprise du CAC 40 qui va verser le meilleur rendement aux actionnaires (près de 8% du cours actuel).

Ce journal, pas réputé pour ses opinions « sociales », recommande même la valeur compte tenu de ce rendement pérenne qu'offre l'entreprise. Il paraît même qu'en haut lieu certains dirigeants... mais chuttttt.

Pendant que les actionnaires se gavent en gagnant de l'argent en dormant, les salariés peinent à voir de réelles avancées significatives dans les négociations toujours en cours sur le stress, ou dans le projet d'accord salarial.

La CGT revendique toujours l'attribution immédiate de 3 milliards d'euros pour Ré-Humaniser le groupe.

Échos

DRH, hors accord ?

Alors que l'accord sur l'équivalent vie privé / vie professionnelle vient à peine d'être signé, voilà que la CGT est informée du décalage de la réunion des Comités de directions DRH Orange France qui avait jusque là lieu le matin, au mardi soir de 17H30 à 19H30.

L'application du contenu des accords au plus haut niveau de l'entreprise pose question.

Est-ce un signe envoyé pour le terrain sur la lecture qu'il convient de faire des 2 premiers accords signés ?

Nous ne doutons pas que la DRH France saura se ressaisir et respecter ses engagements pour elle-même à savoir le contenu de l'article 3 de l'accord qui prévoit pour les cadres le respect de la plage horaire 8H-18H pour la tenue des réunions.

Ne dit-on pas que l'exemple vient d'en haut ?

Santé

Crèches en colère

Le gouvernement a publié un décret permettant d'augmenter ponctuellement les capacités d'accueil des crèches et de réduire le nombre de personnels diplômés au profit de personnels moins qualifiés.

Une mobilisation de très grande ampleur a vu le jour dans tout le pays : nombreuses crèches fermées ou affectées.

La secrétaire d'Etat à la Famille n'y a vu qu'un mouvement qui s'essouffle et a répété qu'elle ne modifierait pas le texte.

Le gouvernement joue le pourrissement, sans se soucier des enfants. Le collectif de professionnels, d'associations et de syndicats (dont la CGT et la FSU), réunis sous le nom de « *Pas de bébé à la consigne* », restera mobilisé jusqu'au retrait du décret.

Copé propose l'étatisation de la sécu

Par la voix de son président de groupe à l'Assemblée Nationale, l'UMP remet en cause l'un des principes fondateurs de la Sécurité Sociale selon lequel cette dernière est « un service public dont la gestion est confiée à ses usagers », principe qui justifie à la fois l'autonomie de la Sécurité Sociale à l'égard de l'Etat et la gestion des caisses par des représentants des organisations syndicales et patronales.

Ce que l'UMP propose ? Fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG, ce qui aura pour conséquence de fusionner également les URSSAF avec la Direction Générale des Finances publiques, ni plus, ni moins !

La CGT ne peut accepter de laisser détruire notre Sécurité Sociale solidaire : elle doit répondre aux besoins des salariés et des retraités d'aujourd'hui, comme à ceux des générations futures. Balayons les acquis du Conseil National de la Résistance, tel semble être le mot d'ordre aujourd'hui !

International

Un tchèque sans provision !

Avec l'accord de Prague sur le désarmement, on est loin d'un monde sans armes nucléaires. Les États-Unis et la Russie ont signé, le jeudi 8 avril, un accord sur le désarmement nucléaire. Mais on est loin de la destruction totale.

Les autres pays doivent suivre, à commencer par la France avec plus de 300 têtes nucléaires et un budget annuel de 3,5 Mds d'euros.

En cette période de crise, la CGT demande la réorientation de ces crédits dans un processus de désarmement nucléaire au profit de l'emploi industriel et de l'investissement public.

La CGT est pour une éradication de toutes les armes de destruction massive, nucléaires, bactériologiques, radiologiques et chimiques afin de « *convertir ces économies de guerre en économies de paix* ».

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr/Cadres

Échos

Jeunes diplômés : pique-nique revendicatif

300 étudiants et jeunes cadres ont piqué-niqué le 15 avril en musique place de la Sorbonne à Paris pour dénoncer les conditions d'emploi des jeunes diplômés et la difficulté à poursuivre des études face à la crise à l'appel de l'UGICT-CGT, du syndicat étudiant Unef et de la CGT Ile-de-France.

« *Nous entendons dénoncer la triple peine que constituent la paupérisation durable des jeunes diplômés pendant et après leurs études, le dumping social pratiqué par les entreprises et ses répercussions sur les futures retraites* », a expliqué JF Bolzinger, secrétaire général adjoint de l'UGICT-CGT. « *Ce que l'on appelle un « bizutage social » est devenu un sas d'une dizaine d'années avant de trouver un emploi stable, entraînant une paupérisation durable* », a-t-il ajouté.

Retraites

67% des Français opposés au recul de l'âge de départ

Un récent sondage Ifop montre une large hostilité des citoyens aux mesures prônées par le gouvernement :

- 93% sont défavorables à la diminution du niveau des retraites,
- 67% sont hostiles au recul de l'âge légal au delà de 60 ans,
- 74% sont opposés à une augmentation des cotisations sociales,
- 52% ne sont pas favorables à compléter le système par répartition au moyen de fonds de pension.

L'Ifop observe, par rapport à février 2010, une désaffection brutale vis-à-vis des mesures prônant l'allongement de la vie active (-8 points pour un recul de l'âge légal du départ et -7 points pour l'allongement de la durée de cotisations).

Ouh ! Fais-moi peur !

Le Conseil d'Orientation des Retraites vient de publier ses scénarios, tous plus catastrophiques les uns que les autres.

Alors qu'aucun de nos économistes distingués n'avait vu venir la crise qui a secoué le monde entier, ils voudraient nous faire croire qu'ils peuvent prévoir l'avenir à l'horizon 2050 ?

Oui, on veut nous faire peur pour mieux nous faire avaler la pilule de l'augmentation des cotisations, du recul de l'âge de la retraite et de l'alignement par le bas de tous les régimes.

Ces tentatives de manipulations révèlent la cupidité du patronat qui refuse de payer sa juste part, la volonté des possédants de préserver leurs richesses et leurs profits, l'arrogance d'une classe sociale ardue-boutée sur ses privilèges. C'est sur ce terrain que doit se mener la bataille, loin des élucubrations fumeuses d'experts auto-proclamés.

Égalité

Les femmes paupérisées

La forte montée du chômage touche surtout les hommes.

Mais les femmes, elles, héritent des emplois les plus dégradés.

30.6% de celles qui sont en activité travaillent à temps partiel. Jamais elles n'ont été aussi nombreuses. Chez les 15/24 ans féminines, ce taux grimpe à 38.6% !

A trop regarder l'évolution des chiffres du chômage, on risque de perdre de vue que la crise paupérise une partie des salariés (salariées surtout) qui d'une part font les frais de la flexibilité souhaitée par nombre d'employeurs et d'autre part sont contraintes de se rabattre vers des emplois de faible qualité : femmes de chambre, caissières, serveuses... Nous sommes loin d'en avoir fini avec l'égalité.